



AE Tech Consulting

LE DROIT DES FEMMES SUR INTERNET

BULLETIN
D'ÉVALUATION



CÔTE D'IVOIRE

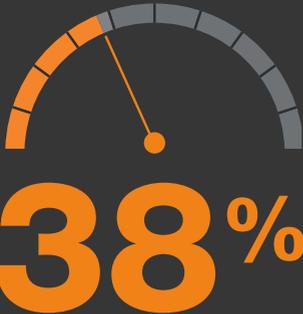
**Mesurer le progrès,
Mener l'action**



CÔTE D'IVOIRE



SCORE GLOBAL:



38%

INTERNET ACCESS & WOMEN'S
EMPOWERMENT



SCORE: 3

Il n'y a pas de données collectées systématiquement chaque année par le gouvernement sur les femmes et l'accès à internet/TIC. Dans notre récente étude, seulement 25 % des 775 femmes interrogées ont déclaré avoir utilisé l'Internet pour chercher un emploi, rechercher des informations ou exprimer une opinion sur un sujet précis. Parmi les 120 personnes déclarant ne pas avoir accès à internet, 88 % sont des femmes, comparées à 12 % chez les hommes.

AFFORDABILITY



SCORE: 4

1 Go de données mobiles prépayées coûte plus de 5 % du revenu mensuel moyen en Côte d'Ivoire. Le Ministère de la Communication, de l'Économie Numérique et de la Poste a mis en place quelques stratégies pour un accès Internet public et partagé, mais les ressources restent limitées pour la mise en œuvre. Dans notre récente étude, 46 % des femmes ont déclaré ne pas accéder à l'internet à cause du prix.

DIGITAL SKILLS & EDUCATION



SCORE: 3

En 2015 selon les recherches menées par un professeur en doctorat à l'École Normale Supérieure, moins de 30 % des enseignants ont été formés aux TIC. Le nombre de femmes dans la technologie reste faible malgré le nombre croissant des programmes incitatifs. En septembre 2012, le gouvernement a introduit la TICE (Technologies de l'information et de la Communication à l'École) dans le programme scolaire afin de fournir les connaissances de base en TIC.



SCORE: **5**

Dans notre récente étude sur le droit des femmes en ligne seules 7,5 % des 775 femmes interrogées ont déclaré avoir utilisé des services bancaires mobiles. Quelques organismes de la société civile fournissent des informations en ligne sur l'éducation sexuelle et la reproduction. Le projet E-santé du gouvernement offre des outils supplémentaires aux professionnels de la santé qui mettent à disposition certains services de santé en ligne dédiés aux femmes.



SCORE: **4**

La Côte d'Ivoire continue de renforcer ses lois pour combattre le cyber harcèlement. En plus des lois sur la protection des données, le gouvernement a mis en place , certaines initiatives pratiques comme la PLCC (Plateforme de Lutte Contre la Cybercriminalité) pour la rentrée effective de l'application des lois; notamment via un mécanisme de signalement des incidents en ligne par l'intermédiaire de la Direction de l'informatique et des Traces Technologiques (DITT).

STOPPER LES INÉGALITÉS DE GENRE: ACTIONS EN 5 POINTS

- 1 AMÉLIORER LES SERVICES DE E-GOUVERNEMENT POUR LES FEMMES.** Pour mieux répondre aux besoins des femmes par le biais des TIC, le gouvernement devrait s'adresser à elles pour en savoir plus sur leurs besoins et produire/améliorer des services et des contenus pertinents adaptés à ces besoins en plus d'encourager l'utilisation des TIC pour accéder rapidement aux informations et services gouvernementaux.
- 2 INTÉGRER LES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES DEPUIS L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE.** Intégrer des cours d'informatique à tous les niveaux du programme scolaire et ce dès l'école primaire. En plus, s'assurer que les écoles soient équipées et le corps enseignant formé continuellement pour accompagner efficacement le développement des compétences dans le numérique.
- 3 AMÉLIORER LES MÉCANISMES DE SÉCURITÉ EN LIGNE.** Le gouvernement devrait accélérer le renforcement des politiques existantes de lutte contre la violence en ligne et veiller à ce que les forces de l'ordre soient formées et équipées pour traiter toute forme de violation de la sécurité en ligne.
- 4 RENDRE INTERNET PLUS ABORDABLE.** Le gouvernement devrait travailler avec les opérateurs de téléphonie mobile pour baisser encore le prix du 1 Go de données mobiles afin de passer de 5% à environ 2% du revenu mensuel moyen. En plus investir dans des initiatives d'accès gratuit à l'Internet via le Wi-Fi dans les lieux publics tels que les parcs, les écoles, le transport en commun.
- 5 INTÉGRER LES OBJECTIFS ET INDICATEURS CONCRET SUR LE GENRE DANS LE PLAN NATIONAL DES TIC.** Le gouvernement devrait collecter, analyser et ventiler régulièrement les données relatives au genre sur l'accès et l'utilisation des TIC / Internet. La stratégie ou la politique nationale en matière de TIC devrait être revue afin d'inclure des objectifs clairs visant à améliorer l'accès des femmes et des filles au Web et contribuer ainsi à réduire considérablement le fossé entre hommes et femmes en matière de TIC.

APERÇU DU PROJET

5 GENDER EQUALITY



Les Nations Unies ont récemment mis en place un accès équitable aux technologies de l'information et des communications (TIC) axé sur le genre pour les objectifs de développement durable (ODD), qui définissent le programme mondial jusqu'en 2030. Pourquoi ? Les TIC sont puissantes. Elles peuvent aider à offrir des soins de santé améliorés, une éducation de qualité pour tous, une inclusion financière, un gouvernement plus responsable et bien plus encore. En adoptant les ODD, tous les pays se sont engagés à accorder la priorité à l'accès universel à Internet et à utiliser les TIC pour responsabiliser les femmes.

Mais il est très difficile de concrétiser cette vision. Un redoutable écart entre les sexes dans l'accès à Internet, aux compétences numériques et aux droits en ligne existe. Notre recherche sur les droits des femmes en ligne a montré que dans beaucoup de communautés,

les femmes sont 50% moins susceptibles que les hommes de se connecter et de 30 à 50% moins susceptible d'utiliser Internet pour leur autonomisation économique et politique. Les femmes font face à de nombreux obstacles - y compris les coûts élevés, le manque de savoir-faire et la pénurie de contenu pertinent et habilitant - ainsi que des obstacles sociaux et juridiques à la liberté de s'exprimer librement en ligne.

La fondation Web et ses partenaires ont préparé ces audits de genre pour aider le pays à évaluer ce qu'ils doivent faire pour surmonter la fracture numérique du genre. AE Tech Consulting a pris l'initiative, en consultation avec d'autres parties prenantes nationales, d'identifier les étapes concrètes que le gouvernement peut prendre l'année prochaine pour relever les défis et lacunes identifiés. Nous espérons que ce bulletin et plan d'action susciteront des débats et galvaniseront les changements de politique.

NOTE SUR LA MÉTHODOLOGIE:

Nous avons basé nos résultats sur 14 indicateurs simples pour lesquels des preuves empiriques fiables existent, et le classement a été effectué au deuxième trimestre de 2016. Voir la vue d'ensemble pour une description des indicateurs et des sources utilisées. Une méthodologie complète est disponible sur notre site.



Produit avec le soutien de:

